Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREUVE DE DEPOT N° A-2-P0CTFB6G

DECLARATION INITIALE D'UNE INSTALLATION CLASSEE RELEVANT DU REGIME DE LA DECLARATION

Article R.512-47 du code de l'environnement

Nom et adresse de l'installation :

LAFARGE BETONS

TRAVERSE de Rabat

Chantier Eiffage

13009 MARSEILLE 09

Départements concernés :

Communes concernées :

La mise en œuvre de l'installation nécessite un permis de construire : …… NON

Si oui, le déclarant s'est engagé à déposer sa demande de permis de construire en même temps qu'il a adressé la présente déclaration.

Sur le site, le déclarant exploite déjà au moins :

- une installation classée relevant du régime d'autorisation : …… NON

  Rappel réglementaire : si oui, le projet est considéré réglementairement comme une modification de l'autorisation existante (article R.181-46 du code de l'environnement) et il sera soumis à l'avis de l'inspection des installations classées. Une note précisant l'interaction de la nouvelle installation avec les installations existantes a été jointe à la déclaration.

- une installation classée relevant du régime d'enregistrement : …… NON
- une installation classée relevant du régime de déclaration : …… OUI

Epandage de déchets, effluents ou sous-produits sur ou dans des sols agricoles : …….. NON

Demande d'agrément pour le traitement de déchets (article L.541-22 du code de l'environnement) NON

Rappel réglementaire : si oui, cette demande sera soumise à l'avis de l'autorité administrative qui dispose d'un délai de 2 mois à partir de la réception du dossier et des éventuels compléments pour refuser l'agrément ou imposer des prescriptions spéciales (article R515-37 du code de l'environnement).

Le projet est soumis à évaluation des incidences Natura 2000 : …….. NON

Rappel réglementaire : si oui, le dossier d'évaluation des incidences sera soumis à l'avis du service préfectoral compétent et le déclarant ne peut pas réaliser son projet tant qu'il n'a pas obtenu l'autorisation au titre de Natura 2000. En l'absence de réponse de l'autorité administrative dans un délai de 2 mois à partir de la réception du dossier (l'éventuelle demande de compléments suspend le délai), le projet peut être réalisé au titre de Natura 2000 (article R.414-24 du code de l'environnement).

Demande de modification de certaines prescriptions applicables : …… NON

Rappel réglementaire : si oui, cette demande sera soumise à l'avis de l'autorité administrative qui statue par arrêté (article R.512-52 du code de l'environnement). L'absence de réponse dans un délai de 3 mois à partir de la réception du dossier et des éventuels compléments vaut refus (décret n° 2014-1273 du 30 octobre 2014).

Installations classées objet de la présente déclaration :

Numéro de la rubrique de la nomenclature des installations classées	Alinéa	Désignation de la rubrique	Capacité de l'activité	Unité	Régime[1] (D ou DC)
2518	b	Production de béton prêt à l'emploi	1	m3	D

Rappel réglementaire relatif au <u>contrôle périodique :</u>
Les installations dont les seuils sont précisés dans la nomenclature sous le sigle « DC » (Déclaration avec Contrôle périodique) sont soumises à un contrôle périodique permettant à l'exploitant de s'assurer que ses installations respectent les prescriptions applicables (article R.512-55 et suivants du code de l'environnement). Ces contrôles sont effectués <u>à l'initiative et aux frais de l'exploitant par des organismes agréés</u> (article L512-11 du code de l'environnement). La périodicité du contrôle est <u>de 5 ans maximum</u>, sauf cas particulier (article R512-57 du code de l'environnement). <u>Le premier contrôle d'une installation doit avoir lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service</u>, sauf situation particulière précisée à l'article R.512-58 du code de l'environnement.
*Exception : l'obligation de contrôle périodique ne s'applique pas aux installations relevant de la déclaration **lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement** (article R.512-55 du code de l'environnement).*

Les références des prescriptions générales applicables à chaque rubrique de la nomenclature des installations classées sont mises à disposition sur le site internet des préfectures concernées par l'implantation des installations :

- prescriptions générales ministérielles[2],
- éventuelles prescriptions générales préfectorales.

Rappel réglementaire relatif aux installations soumises au régime de déclaration incluses dans un site qui comporte au moins une installation soumise au régime d'autorisation :
Les prescriptions générales ministérielles sont applicables aux installations soumises au régime de déclaration incluses dans un site qui comporte au moins une installation soumise au régime d'autorisation dès lors que ces installations ne sont pas régies par l'arrêté préfectoral d'autorisation (article R.512-50-II du code de l'environnement).

Déclarant : LAFARGE BETONS

Le déclarant a confirmé avoir pris connaissance des prescriptions générales applicables aux activités objet de la présente déclaration et notamment des éventuelles distances d'éloignement qui s'imposent pour l'implantation de l'installation.

Date de la déclaration initiale : …….…. 03/03/2022

Le déclarant a demandé à être contacté par courrier postal pour la suite des échanges :……..... NON

Le déclarant a demandé, en tant que personne physique, l'anonymisation de sa déclaration …….... SANS OBJET

Déclaration faite de manière distincte à l'occasion d'une demande d'autorisation environnementale... NON

1 D : Régime de déclaration, DC : Régime de déclaration avec contrôle périodique.

2 Les prescriptions générales ministérielles sont également consultables sur le site internet : http://www.ineris.fr/aida/

PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction de la Citoyenneté,
de la Légalité et de l'Environnement

Bureau des Installations et Travaux
Réglementés pour la Protection des Milieux

Marseille, le 04 MAI 2022

Affaire suivie par : Mme MOUGENOT
dossier n° 2022-114-D
☎ : 04.84.35.42.64
✉ : marion.mougenot@bouches-du-rhone.gouv.fr

Monsieur le Directeur,

En date du 3 mars 2022, vous avez déposé via l'application nationale GUP une déclaration initiale d'une installation classée pour la protection de l'environnement relevant du régime de la déclaration relative à l'exploitation d'une installation de production de béton prêt à l'emploi, pour une durée temporaire allant du 7 juin 2022 au 31 août 2023, au sein d'un chantier (Eiffage/réfection du centre pénitentiaire des Baumettes) sis traverse de rabat à Marseille-13009.

Après examen des éléments transmis, et des compléments envoyés par courriel du 2 mai 2022, votre déclaration apparaît complète au sens de l'article R512-47 du code de l'environnement.

Ainsi, je vous précise que la preuve de dépôt n° A-2-P0CTFB6G qui vous a été délivrée le 3 mars 2022 sur le site www.service-public.fr vaut récépissé de déclaration conformément au décret n°2015-1614 du 9 décembre 2015, mais ne vous dispense pas des autorisations administratives prévues par des textes autres que celui du Code de l'Environnement.

De plus, je vous informe que j'ai transmis pour information votre déclaration à l'inspection de l'environnement (DREAL) et que des compléments sont susceptibles de vous être demandés ultérieurement.

Enfin, je vous rappelle que vous devez respecter les prescriptions applicables au titre de la rubrique n° 2518-b de la nomenclature ICPE, pour laquelle votre activité est soumise, qui est consultable sur le site internet suivant : wwww.ineris.fr/aida/, et, m'informer de toute modification dans le cadre de l'exploitation de cette activité temporaire (notamment si changement de dates), ainsi que de sa cessation.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Préfet,
Le chef de bureau

Gilles BERTOTHY

Monsieur le Directeur
de la **société LAFARGE BETONS**
14 bd Garibaldi
92130 Issy-les-Moulineaux